



LA GUERRE D'ESPAGNE NE FUT PAS UNE GUERRE IDÉOLOGIQUE

La promotion, périodiquement organisée depuis l'après-guerre, d'auteurs « *antistaliniens* » de Guerre froide à réputation espagnole flatteuse, tel George Orwell, a généralisé, dans la sphère d'influence américaine d'Europe considérablement élargie depuis 1989, une intangible conviction héritée des conflits internes de la gauche de 1936-1939 : la guerre d'Espagne serait avant tout un conflit politico-idéologique, opposant « *staliniens* » et révolutionnaires « *antistaliniens* », anarchistes et trotskistes. Ce thème, fortement relancé ces dernières décennies, entre exaltation cinématographique des héros du POUM crucifiés par les communistes des Brigades internationales¹ et rééditions d'Orwell², est balayé par les archives diplomatiques, policières et militaires, qui mettent l'accent sur de tout autres enjeux.

« La guerre civile extérieure » germano-italienne contre l'Espagne poignardée par les « démocraties »

La guerre d'Espagne ne fut pas une « *guerre civile* », mais une agression militaire soigneusement préparée par les privilégiés espagnols en compagnie de l'Allemagne, de l'Italie et du **Vatican**, qui se mit entièrement au service de ses puissances favorites. Cette agression, dont Berlin prit la tête militaire et politique, demeura en échec militaire de l'été 1936 jusqu'à la fin de 1938. À destination du public, les assaillants avaient désigné un ennemi unique, les « *rouges* » et « *le communisme* », alors débile en Espagne.

Le **Reich**, pour s'en tenir à l'agresseur le plus efficace, poursuivait en fait un double objectif, aucunement idéologique.

1° Il comptait piller les matières premières espagnoles, dont le riche minerai de fer, métropolitain et marocain, que contrôlaient jusque-là, comme naguère en Russie, divers autres investisseurs étrangers, anglais, français, belges. Dans cette mainmise sur les ressources et les activités industrielles et bancaires espagnoles, les Américains commençaient à compter : plus récemment installés que leurs rivaux européens, ils étaient déjà maîtres à 100% du téléphone espagnol, via la fondation par **ITT**, en 1924, de la **CNTE**, « *Compagnie nationale téléphonique espagnole* » qui n'avait de national ou d'espagnol que les adjectifs.

2° Il voulait se ménager l'accès aux vastes empires coloniaux français et anglais après leur défaite militaire programmée, par le contrôle du détroit de Gibraltar que lui octroierait son « *allié* » espagnol reconnaissant. C'était une des conditions de son succès dans la conduite de la guerre générale imminente : la faiblesse de son empire colonial en 1914 et la capacité de ses adversaires européens à en saisir le contrôle immédiat avaient compté dans sa défaite de 1918. C'était aussi le sésame de sa puissance de long terme, comme pour tout impérialisme, en lutte contre ses homologues. L'Italie fasciste caressait des ambitions semblables mais ne put jouer, comme dans tous les cas de sa complicité européenne avec le Reich, que les figurantes³.

L'Espagne affronta donc de juillet 1936 à mars 1939 une guerre étrangère stricto sensu, définie fin novembre 1937 à Londres par **Camille Chautemps**, successeur de **Blum**. Ce



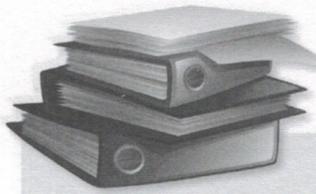
dirigeant radical, pro-hitlérien notoire, dans le but de confirmer à la présumée « *gouvernante anglaise* » que la France sacrifierait son alliée tchécoslovaque au **Reich**, se fit ainsi comprendre : « *Il existe des précédents [à l'agression allemande contre la Tchécoslovaquie] : la guerre civile d'Espagne montre ce que peut être, si l'on peut dire, la technique d'une guerre civile extérieure.* »⁴. L'impitoyable guerre militaire menée contre ce pays, anticipant la guerre générale imminente par ses atrocités contre la population civile, fut bien germano-italienne. Les « *amis* » présomptifs de l'Espagne en secondèrent cependant d'emblée le cours par leurs efforts diplomatiques et économiques ; les officiers de haut rang des « *démocraties occidentales* » fournirent aussi au camp fasciste tous renseignements militaires utiles contre les forces républicaines et leurs alliés étrangers, soviétiques et internationaux.



Guernica 1937

Le président du Conseil **Léon Blum** lui-même et son ministre des Affaires étrangères radical, **Yvon Delbos**, chargèrent dès l'agression allemande l'ambassadeur à Berlin **André François-Poncet**, homme-lige du **Comité des Forges** depuis les années 1920, d'aviser les agresseurs qu'ils auraient quartier

libre : ce résultat serait garanti par la prétendue « *politique de non-intervention* ». **François-Poncet** annonça aussitôt aux Allemands que cette plaisante formule, officiellement lancée en août 1936, permettrait de créer, à Londres, un « *Comité de Non-Intervention* » qui aurait l'avantage de n'être jamais réuni. Les « *Apaiseurs* » de Paris, **Blum** en tête, et de Londres, firent preuve, les sources allemandes sont formelles, d'une duplicité totale. Ils n'ont inventé ce dispositif, certifié depuis le début août à son ministre des Affaires étrangères l'ambassadeur du **Reich** à Paris, le comte **Johannes von**



Welzeck, que pour neutraliser leurs gauches respectives. C'était en effet le seul moyen de les empêcher de mobiliser leur population en faveur de l'Espagne républicaine assaillie par le fascisme germano-italien : « *Les ministres modérés, particulièrement **Blum** et **Delbos**, câbla **Welzeck** le 21 août, croient qu'ils ne pourront l'emporter contre les interventionnistes imbibés d'idéologie **Front populaire** que s'ils peuvent trouver à très bref délai un soutien dans une obligation internationale relative à l'embargo sur les armes. Si [ce dernier] ne se matérialise pas ces jours-ci, **Blum** et **Delbos** craignent de ne plus pouvoir résister à la pression intérieure grandissante et de devoir donner un appui illimité au gouvernement espagnol. Les livraisons et la marée des volontaires du front rouge prendraient alors des proportions dont les conséquences de politique étrangère seraient incalculables.* »⁵ Le **Reich** avait tant confiance en ses loyaux interlocuteurs que, le 25 août, il déclara solennellement accepter la proposition franco-anglaise⁶.

Les instances de la marionnette de Londres ne fonctionnèrent que pour paralyser l'Espagne. « *La majorité des membres du comité de non-intervention [de Londres] est composée d'Anglo-Saxons dont les sentiments germanophiles ne font pas de doute* », tempêta, en mai 1937, le chef de « *la société Transports et douanes **Julien Cruzel**, de Cerbère* » : ledit comité avait ordonné le blocage, à Cerbère, de tous ses camions **Ford** vides, non blindés [...], sous prétexte qu'ils [étaient] renforcés et [pouvaient donc] servir à transporter des munitions. Motif puéril. Ces camions pourraient aussi bien transporter du minerai, des cailloux, etc. Ils sont en réalité destinés à l'évacuation de la population civile de Madrid. »⁷

Les « *démocraties* » occidentales avaient en effet décidé, comme l'historien américain Douglas Little, jamais traduit, l'a démontré dans les cas britannique et américain, d'étrangler leur habituelle partenaire commerciale par une mortelle « *neutralité malveillante* ». Il ne s'agissait même pas de livraison d'armes, simplement de maintenir des échanges commerciaux civils : leur embargo anéantit jusqu'à l'exportation des oranges de Valence. Et ce, alors même que les dirigeants prétendus « *rouges* » (si modérés, dans le cabinet de 1936) n'avaient pas amorcé la moindre initiative contre les tout-puissants capitaux étrangers⁸. Le **Reich** élimina pour sa part systématiquement, au fil de son avance en zone franquiste, les investisseurs britanniques, qui, aussi « *apaiseurs* » ici qu'en Europe centrale et orientale, s'effacèrent de bonne grâce : la « *firme britannique Rio Tinto Company* », dont Franco confisqua les actifs (au prix d'une discrète indemnisation), céda à l'été 1937 pour ne surtout pas se fâcher avec les *Konzerne* allemands du cuivre (dont la *Duisburger Kupferhütte* de l'**IG Farben**), ses vieux clients si appréciés partenaires. La même équanimité accueillit la relève allemande radicale de la sidérurgie anglaise, dans le Pays basque, par la **Rowak allemande**, championne des minerais en zone franquiste⁹.

Le grand capital français (ou « *synarchie-qui-n'existe-pas* »¹⁰), qui adorait **Franco**, rêvait de pouvoir en faire



Franco en 1938

ouvertement autant, et vite. Il fut immédiatement secondé par les hauts fonctionnaires des Finances, qui refusèrent à l'Espagne, dès août 1936, pour 70 modestes millions de contrats pharmaceutiques et sanitaires via « *l'assurance-crédit* ». Les mêmes décideraient dès mars 1939 de la déverser par centaines de millions sur **Franco** victorieux, au bénéfice de grands groupes français vendeurs, de **Boussac** à **Louis-Dreyfus** en passant par les banques ; et de lui acheter les oranges qu'ils avaient laissées pourrir quand la République prétendait les vendre. **Blum**, accompagné de tel ministre socialiste, affectait parfois la bienveillance mais il avait dès l'été 1936 laissé la direction de **Banque de France** mener le bal anti-républicain. Il est de bon ton de déclarer, sans étude à l'appui, que Moscou aurait pillé l'or de la **Banque d'Espagne**. Les fonds de la **Banque de France** décrivent, eux, avec précision la façon dont celle-ci fit mourir de faim les zones républicaines interdites d'usage de ce qui restait de leur or. Haïssant l'Espagne depuis l'agitation sociale de 1933, intouchée par sa « *réforme* » cosmétique de juillet 1936, la tutrice de la France disposait sur l'Espagne d'un très puissant levier.



Peu après sa fondation d'avril 1931, la jeune République avait confié à ses « *amis* » français des dizaines de tonnes d'or - exception d'une Europe en crise, que la **Banque de France** avait entreposées dans « *les serres de [s]a succursale [...] à Mont-de-Marsan* », et dont il restait, à l'été 1936, plus de 40 tonnes. Sous couvert de « *neutralité* », l'institut d'émission se prétendit alors neutre entre deux « *Banques d'Espagne* », la républicaine, soumise à un gouvernement légal, et la franquiste, dite « *de Burgos* », entre lesquelles elle ne pouvait choisir. Elle jura attendre de la Justice, qu'elle guidait comme le reste, une décision en la matière plus exactement la victoire de **Franco**, à laquelle œuvraient le **Reich** et l'Italie. Madrid, bridée dans ses échanges, puis totalement empêchée, à partir de mars 1937, de commercer non seulement avec la France, mais aussi avec les pays qui eussent volontiers accepté ses paiements en or (autre miracle d'une Europe du *clearing* sans or ni devises), réclama donc le rapatriement de son métal.

Cette demande ne fut *jamais* honorée. La préférence pour « la banque de Burgos » de la **Banque de France** s'afficha sans complexe dès le remplacement, en juin 1937, de **Blum**, prétendument « déchiré » par les misères de l'Espagne, par le moins hypocrite **Chautemps**, et avec plus d'arrogance encore sous **Daladier**, depuis avril 1938. Le dépôt fut en revanche remis à **Franco**, en juillet 1939, par le tandem **Daladier-Georges Bonnet**, à la pièce métallique près : telle avait été la première condition posée par **Franco** à la signature des accords **Bérard-Jordana** de février 1939 (et leur article 1), consacrant une reconnaissance de sa victoire en forme d'abdication de tous les intérêts français.

L'or était en effet exigé par le **Reich** vainqueur, qui se fit promptement régler par son obligé espagnol son efficace mais très coûteuse intervention militaire. La livraison du trésor n'eut lieu qu'en juillet 1939, et pas parce que la France souhaitait la retarder : **Franco** n'était pas pressé de satisfaire les « réclamations de la part de l'Allemagne et de l'Italie » pour paiement de leurs fournitures, révéla l'industriel **Krug**, devant le comité permanent de la **Banque de France**, fin juillet 1939¹¹. Ce vol pur et simple de l'or républicain, organisé par une Banque de France assurée de toutes les garanties étatiques exigées, servit à tous égards, prétextes juridiques et juristes inclus, de strict modèle à une nouvelle forfaiture spécifiquement française¹² : l'ahurissante cession au **Reich**, sous l'Occupation, de l'or de la **Banque nationale de Belgique**¹³.

Le rapport Reichenau de 1938 : des Apaiseurs idiots, une URSS dévouée et efficace

Le rapport de 1938 du général **von Reichenau**, spécialiste des blindés et futur chef de la guerre à l'Est, « Pourquoi nous avons aidé Franco » de même que les archives allemandes publiées, qui ont consacré un gros volume à la guerre d'Espagne baptisée « civile », et les autres archives occidentales explique tout sur cette guerre d'attrition. Il y décrit des *Apaiseurs* britanniques et français soutenant le **Reich** contre leurs propres intérêts militaires et impérialistes. La *Doxa* historiographique antisoviétique maîtresse de la sphère d'influence américaine, unifiant droite et gauche, accuse l'URSS d'avoir appauvri l'Espagne, persécuté ses éléments révolutionnaires et fait semblant de la défendre avant de l'abandonner lâchement, à l'automne 1938. C'est un autre tableau qu'en dressa le chef militaire hitlérien, futur fer de lance de l'opération **Barbarossa**, dans son cri de triomphe de l'été 1938, alors que le camp de la « non-intervention » subissait l'assaut, non plus des sous-marins italiens comme un an plus tôt, mais des avions de l'Axe, toujours sans broncher.

Reichenau ridiculisait les *Apaiseurs*, qui, après avoir laissé s'accomplir l'**Anschluss**, porte ouverte vers l'expansion

allemande au Sud et à l'Est de l'Europe, avaient permis aux Allemands de corriger les graves défauts de « leurs avions de chasse et tanks légers », très inférieurs, à l'origine, aux matériels français et soviétiques¹⁴. Ils les avaient laissés



Timbre de solidarité édité par la CGT

s'entraîner en temps réel, exploit absent de leur « préparation de la guerre 1914-1918 ». Ayant surmonté ainsi ses carences militaires initiales et amélioré tous ses types d'armement, le **Reich** pouvait envisager d'écraser ses bienveillants adversaires dans la guerre générale à venir, avant de leur arracher leurs énormes empires respectifs : « Deux années d'expérience de la guerre ont été plus utiles au développement de notre défense nationale (qui n'était pas encore au point), à la valeur combative de notre armée et aussi à la puissance militaire du peuple allemand qu'auraient pu l'être dix ans d'instruction en temps de paix. »

Ces crétins le paieraient cher : « Nous nous sommes établis sur les lignes stratégiques vitales de la France et de l'Angleterre. C'est là que réside la signification suprême de notre intervention en Espagne. [...] Grâce à nos positions en Espagne, nous sommes dans une situation favorable dans l'un des points vitaux de [la Méditerranée,] cette région stratégique [...]. L'Espagne et l'Axe Rome-Berlin nous ont donné la possibilité de participer à cette lutte historique. [...] C'est dans ce but que nous avons aidé le général **Franco** à installer des batteries à longue portée près d'Algeras et sur la côte africaine près de Ceuta, en face de Gibraltar. Ces batteries pourront rendre de grands services quand il s'agira de couper la ligne vitale franco-anglaise. » La défaite de

1918 dans « la guerre mondiale » était surmontée. « Grâce aux événements d'Espagne et à notre situation dans ce pays et en Méditerranée, nous avons lézardé le système de Versailles en Europe. Nous l'avons miné avec de la dynamite. [...] Le centre d'équilibre s'est déplacé vers nous; de Londres et de Paris, il est venu se fixer à Berlin. Dans les milieux politiques de l'Europe occidentale, on s'est déjà rendu compte de cela et leur état d'âme se résume dans la phrase résignée écrite récemment dans *Le Temps* : "Le cœur de l'Europe ne bat plus à Paris, mais à Berlin". »



Lithographie de Joan Miro 1937

L'aide soviétique, écrivait **Reichenau**, confirmé par les militaires français, avait posé à la

Wehrmacht de sérieux problèmes depuis l'automne 1936, du point de vue des chars légers et des avions, pour lesquels l'Allemagne était très inférieure à l'URSS. « Jusqu'en 1936, l'aviation était jusqu'à un certain point le talon d'Achille de notre défense nationale et [...] d'un sursaut nous nous sommes trouvés, en 1937, à la tête de toutes les aviatiions



Dossier

[...] La supériorité de nos avions est reconnue, aujourd'hui, même par des experts qui [...] estimaient [...] les avions russes [...] supérieurs aux nôtres [...]. Les expériences pratiques des aviateurs que nous avons envoyés en Espagne [...] nous ont permis de développer d'un seul coup la préparation de nos pilotes. »¹⁵

Aide soviétique ridicule, que les 800 avions que l'Armée rouge avait, au service de l'Espagne, soustraits à sa flotte totale de 5 000 appareils ? « Ils s'étaient avérés efficaces en mettant hors service (out of commission) les avions italiens et allemands », admit à Londres, en septembre 1938, **Daladier**¹⁶, héraut de l'abandon de l'Espagne et de la Tchécoslovaquie. Les chars soviétiques, qui ont causé « beaucoup de déboires [aux Allemands], en particulier les 7.28 et les T.30 russes armés d'un canon de 47 », sont même si bons, confirmèrent les Français fin 1938 que, après avoir conquis le Nord, « les techniciens allemands se contentent dans une usine de Bilbao de porter certaines modifications aux chars russes. »¹⁷

Reichenau n'avait pas manqué de rendre hommage à l'armée républicaine et à ses excellents instructeurs soviétiques : « les troupes rouges improvisées ont su, à ce point de vue, faire des choses étonnantes ; un adversaire bien entraîné pourrait ainsi nous créer d'énormes difficultés ». Il avait même, sans user du terme de « Cinquième Colonne », admis son rôle majeur dans la prévisible victoire de l'Axe : « les frontières sont, en beaucoup d'endroits, un centre de travail excellent pour recevoir les renseignements et les transmettre. Il est plus facile d'introduire des Espagnols en territoire ennemi que d'envoyer des Allemands à l'étranger. Nous avons pu travailler systématiquement à augmenter nos connaissances en ce qui concerne l'estimation des inventions de l'adversaire, le développement des moyens d'observation et le perfectionnement des méthodes de transmission des renseignements. »¹⁸ Les agresseurs avaient donc « introduit [des Espagnols en territoire] républicain, question cruciale que le volume ici impartit m'oblige à traiter ailleurs¹⁹.

Annie Lacroix-Riz,
professeur émérite d'histoire contemporaine, Université Paris-Denis Diderot (Université de Paris, ex-Paris 7)

Notes :

¹ Ken Loach, *Land and Freedom*, 1995, encensé par les médias occidentaux et l'establishment cannois, https://en.wikipedia.org/wiki/Land_and_Freedom; https://fr.wikipedia.org/wiki/Land_and_Freedom.

² Recension impossible, vu l'abondance, mais voir le cas récent (2019), in <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/07/DISCEPOLO/60049> et <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/09/A/60328>

³ Le chapitre 7 « Le test de la guerre d'Espagne, été 1936-mars 1939 » du *Choix de la défaite*, Paris, Armand Colin, 2010, explicite, archives à l'appui, toutes les affirmations du présent article, p. 328-377. Rivalités permanentes germano-italiennes, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 2010.

⁴ Entretiens franco-anglais de Londres, 29-30 novembre 1937, Europe Grande-Bretagne 1918-1940, vol. 287-287 bis, MAE, cités in *Le choix de la défaite*, p. 363, 421-422.

⁵ Tél. 482 de Welczeck, Paris, 21 août 1936, *Documents on German Foreign Policy (DGFP)*, vol. III, *Germany and the Spanish Civil War, 1936-1939*, USGO, Washington, 1950, p. 49.

⁶ Voir Le choix de la défaite, « Le mythe des "déchirements" pro-républicains de Blum », p. 355-361. Ses successeurs radicaux firent pire.

⁷ Note de la société citée, Cerbère, 3 mai 1937, F60, 172, Archives nationales, AN.

⁸ Little, *Malevolent Neutrality : The United States, Great Britain and the origins of the Spanish Civil War*, Ithaca, Cornell University Press, 1985.

⁹ Correspondance DGFP, III, février et juin-juillet 1937, citée in *Le choix de la défaite*, p. 336-337.

¹⁰ Décrite, avec ses auxiliaires, dans *La Raison*, « La direction de la synarchie (1922-années 1930) », n° 562, juin 2011, p. 17-21 ; « La stratégie putschiste de la synarchie (1933-1939) », février 2012, p. 17-20.

¹¹ PV du comité permanent de la Banque de France, 1936-1940, 20 et 27 juillet 1939, p. 200, archives BF. Détail, effarant, *Le choix de la défaite*, « La Banque de France et l'or espagnol », p. 342-354.

¹² La cession de l'or autrichien puis tchécoslovaque au Reich par la Banque des règlements internationaux fut franco-anglaise (et américaine), *ibid.*, index BRI. J'ignore le sort de l'or confié aussi par Madrid à Londres en 1931.

¹³ *Industriels et banquiers français sous l'Occupation*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 246, 248-253.

¹⁴ Il faut aux Allemands, déclara en avril 1937 l'ambassadeur de Belgique à Paris au diplomate américain Edwin Wilson, « un ou deux ans pour [les] corriger », tél. Wilson, Paris, 7 avril 1937, *Foreign Relations of the United States (FRUS)* 1937, vol. 1, p. 69.

¹⁵ Rapport Reichenau, sans date, rédigé, à l'été (?) 1938, traduction française jointe à la lettre 49063 du commissaire de police mobile en mission, Bayonne, 10 octobre 1939, dossier « Aide allemande à Franco, 1939 », F7, vol. 14722, AN.

¹⁶ PV de la réunion franco-anglaise du 25 septembre 1938, *Documents on British Foreign Policy (1919-1939)*, series 3, vol. 2, document 1093, p. 520-535, cité par Finkel Alvin and Leibovitz Clement, *The Chamberlain-Hitler Collusion*, Rendlesham, Merlin Press, 1997, ici p. 161 (158-162).

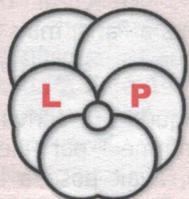
¹⁷ Note transmise à Daladier (président du Conseil) et Georges Bonnet (ministre des Affaires étrangères) par le DG de la police du territoire et des étrangers, « Les Allemands en Espagne. Situation depuis le 31 juillet 1938 », Paris, 17 novembre 1938, F7, vol. 14722, AN.

¹⁸ Rapport Reichenau, déjà cité, F7, vol. 14722, AN. Souligné par moi.

¹⁹ Contribution d'Andreu Nin, chef du POUM et faux « révolutionnaire », à la défaite républicaine, Lacroix-Riz, « À propos d'un dossier sur "L'Espagne rouge et noire" », *Droits*, n° 72, 2021.



Walter von Reichenau



DEMANDE D'ADHÉSION À LA LIBRE PENSÉE

Nom, Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

E-mail :

Bulletin à retourner à : Libre Pensée - 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques - 75005 Paris. L'adhésion ouvre droit à un abonnement annuel facultatif à La Raison à tarif préférentiel. Dès retour de cette demande, la fédération de votre département vous contactera (modalités d'adhésion, cotisation).